

RÈGLEMENT (CEE) N° 3416/92 DE LA COMMISSION

du 27 novembre 1992

fixant les restitutions applicables à l'exportation des produits transformés à base de céréales et de riz

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1738/92⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 2 quatrième alinéa,

vu le règlement (CEE) n° 1418/76 du Conseil, du 21 juin 1976, portant organisation commune du marché du riz⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 674/92⁽⁴⁾, et notamment son article 17 paragraphe 2 quatrième alinéa,

considérant que, aux termes de l'article 16 du règlement (CEE) n° 2727/75 et de l'article 17 du règlement (CEE) n° 1418/76, la différence entre les cours ou les prix sur le marché mondial des produits visés à l'article 1^{er} de ces règlements et les prix de ces produits dans la Communauté peut être couverte par une restitution à l'exportation ;

considérant que, en vertu de l'article 2 du règlement (CEE) n° 2746/75 du Conseil⁽⁵⁾ et de l'article 2 du règlement (CEE) n° 1431/76 du Conseil⁽⁶⁾, établissant, respectivement pour le secteur des céréales et pour le riz, les règles générales relatives à l'octroi des restitutions à l'exportation et les critères de fixation de leur montant, les restitutions doivent être fixées en prenant en considération la situation et les perspectives d'évolution, d'une part, des disponibilités en céréales, en riz et en brisures de riz ainsi que de leur prix sur le marché de la Communauté et, d'autre part, des prix des céréales, du riz, des brisures de riz et des produits du secteur des céréales sur le marché mondial ; que, en vertu de ces mêmes articles, il importe également d'assurer aux marchés des céréales et du riz une situation équilibrée et un développement naturel sur le plan des prix et des échanges et, en outre, de tenir compte de l'aspect économique des exportations

envisagées et de l'intérêt d'éviter des perturbations sur le marché de la Communauté ;

considérant que le règlement (CEE) n° 2744/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, relatif au régime d'importation et d'exportation des produits transformés à base de céréales et de riz⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1906/87⁽⁸⁾, a, dans son article 6, défini les critères spécifiques dont il doit être tenu compte pour le calcul de la restitution pour ces produits ;

considérant que, sur la base des critères prévus par le règlement (CEE) n° 2744/75, il convient de tenir compte, notamment, des prix et des quantités des produits de base retenus pour le calcul de l'élément mobile du prélèvement ;

considérant que l'application de ces modalités à la situation actuelle des marchés dans le secteur des produits transformés à base de céréales et de riz conduit à fixer la restitution à un montant visant à couvrir l'écart entre les prix dans la Communauté et ceux sur le marché mondial ;

considérant que la restitution est calculée en tenant compte de la quantité de matière première déterminant l'élément mobile du prélèvement ; que, pour certains produits transformés, la quantité de matière première utilisée peut varier selon l'utilisation finale du produit ; que, selon le processus de fabrication utilisé, outre le produit principal recherché, d'autres produits sont obtenus dont la quantité et la valeur peuvent varier suivant la nature et la qualité du produit principal recherché ; que le cumul des restitutions afférentes aux divers produits issus d'un même processus de fabrication à partir du même produit de base pourrait rendre possibles, dans certains cas, des exportations vers les pays tiers à des prix inférieurs aux cours pratiqués sur le marché mondial ; qu'il convient, dès lors, pour certains de ces produits, de limiter la restitution à un montant qui, tout en permettant l'accès au marché mondial, assurerait le respect des objectifs de l'organisation commune des marchés ;

considérant qu'il convient de graduer la restitution à accorder à certains produits transformés en fonction, suivant les produits, de leur teneur en cendres, en cellulose brute, en enveloppes, en protéines, en matières grasses ou en amidon, cette teneur étant particulièrement significative de la quantité de produit de base réellement incorporée dans le produit transformé ;

(1) JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

(2) JO n° L 180 du 1. 7. 1992, p. 1.

(3) JO n° L 166 du 25. 6. 1976, p. 1.

(4) JO n° L 73 du 19. 3. 1992, p. 7.

(5) JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 78.

(6) JO n° L 166 du 25. 6. 1976, p. 36.

(7) JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 65.

(8) JO n° L 182 du 3. 7. 1987, p. 49.

considérant que, en ce qui concerne les racines de manioc et autres racines et tubercules tropicaux, ainsi que leurs farines, l'aspect économique des exportations qui pourraient être envisagées, compte tenu en particulier de la nature et de l'origine de ces produits, ne nécessite pas actuellement la fixation d'une restitution à l'exportation ; que, pour certains produits transformés à base de céréales, la faible importance de la participation de la Communauté au commerce mondial ne rend pas actuellement nécessaire la fixation d'une restitution à l'exportation ;

considérant que la situation du marché mondial ou les exigences spécifiques de certains marchés peuvent rendre nécessaire la différenciation de la restitution pour certains produits, suivant leur destination ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des restitutions, il convient de retenir pour le calcul de ces dernières :

- pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux pivot, affecté du facteur de correction prévu à l'article 3 paragraphe 1 dernier alinéa du règlement (CEE) n° 1676/85 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2205/90 ⁽²⁾,
- pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne des taux de l'écu publiés au *Journal officiel des Communautés européennes*, série C, au cours d'une période déterminée et affecté du facteur cité au tiret précédent ;

considérant que la restitution doit être fixée une fois par mois ; qu'elle peut être modifiée dans l'intervalle ;

considérant que le règlement (CEE) n° 1432/92 du Conseil ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2015/92 ⁽⁴⁾, a interdit les échanges entre la Communauté et les républiques de Serbie et du Monténégro ; que cette interdiction ne s'applique pas à certaines situations telles qu'énumérées de façon limitative à ses articles 2 et 3 ; qu'il convient d'en tenir compte lors de la fixation des restitutions ;

considérant que le comité de gestion des céréales n'a pas émis d'avis dans le délai imparti par son président,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les restitutions à l'exportation des produits visés à l'article 1^{er} sous d) du règlement (CEE) n° 2727/75 et à l'article 1^{er} paragraphe 1 sous c) du règlement (CEE) n° 1418/76 et soumis au règlement (CEE) n° 2744/75 sont fixées conformément à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} décembre 1992.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 novembre 1992.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 164 du 24. 6. 1985, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 201 du 31. 7. 1990, p. 9.

⁽³⁾ JO n° L 151 du 3. 6. 1992, p. 4.

⁽⁴⁾ JO n° L 205 du 22. 7. 1992, p. 2.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 novembre 1992, fixant les restitutions applicables à l'exportation des produits transformés à base de céréales et de riz

(en écus/t)		(en écus/t)	
Code produit	Montant des restitutions (1)	Code produit	Montant des restitutions (1)
1102 20 10 100	119,77	1104 23 10 900	—
1102 20 10 300	102,66	1104 29 11 000	65,91
1102 20 10 900	—	1104 29 15 000	—
1102 20 90 100	102,66	1104 29 19 000	—
1102 20 90 900	—	1104 29 91 000	64,62
1102 30 00 000	—	1104 29 95 000	98,55
1102 90 10 100	101,36	1104 30 10 000	16,16
1102 90 10 900	68,92	1104 30 90 000	21,39
1102 90 30 100	195,77	1107 10 11 000	115,02
1102 90 30 900	—	1107 10 91 000	120,27
1103 12 00 100	195,77	1108 11 00 200	129,24
1103 12 00 900	—	1108 11 00 300	129,24
1103 13 10 100	153,99	1108 11 00 800	—
1103 13 10 300	119,77	1108 12 00 200	136,88
1103 13 10 500	102,66	1108 12 00 300	136,88
1103 13 10 900	—	1108 12 00 800	—
1103 13 90 100	102,66	1108 13 00 200	136,88
1103 13 90 900	—	1108 13 00 300	136,88
1103 14 00 000	—	1108 13 00 800	—
1103 19 10 000	98,55	1108 14 00 200	—
1103 19 30 100	104,73	1108 14 00 300	—
1103 19 30 900	—	1108 14 00 800	—
1103 21 00 000	65,91	1108 19 10 200	103,72
1103 29 20 000	68,92	1108 19 10 300	103,72
1103 29 30 000	—	1108 19 10 800	—
1103 29 40 000	—	1108 19 90 200	—
1104 11 90 100	101,36	1108 19 90 300	—
1104 11 90 900	—	1108 19 90 800	—
1104 12 90 100	217,52	1109 00 00 100	0,00
1104 12 90 300	174,02	1109 00 00 900	—
1104 12 90 900	—	1702 30 51 000	178,80
1104 19 10 000	65,91	1702 30 59 000	136,88
1104 19 50 110	136,88	1702 30 91 000	178,80
1104 19 50 130	111,22	1702 30 99 000	136,88
1104 19 50 150	—	1702 40 90 000	136,88
1104 19 50 190	—	1702 90 50 100	178,80
1104 19 50 900	—	1702 90 50 900	136,88
1104 19 91 000	—	1702 90 75 000	187,35
1104 21 10 100	101,36	1702 90 79 000	130,04
1104 21 10 900	—	2106 90 55 000	136,88
1104 21 30 100	101,36	2302 10 10 000	17,42
1104 21 30 900	—	2302 10 90 100	17,42
1104 21 50 100	135,14	2302 10 90 900	—
1104 21 50 300	108,11	2302 20 10 000	17,42
1104 21 50 900	—	2302 20 90 100	17,42
1104 22 10 100	174,02	2302 20 90 900	—
1104 22 10 900	—	2302 30 10 000	17,42
1104 22 30 100	184,89	2302 30 90 000	17,42
1104 22 30 900	—	2302 40 10 000	17,42
1104 22 50 000	—	2302 40 90 000	17,42
1104 23 10 100	128,33	2303 10 11 100	68,44
1104 23 10 300	98,38	2303 10 11 900	—

(1) Les restitutions à l'exportation vers les républiques de Serbie et du Monténégro ne peuvent être octroyées que dans le cadre de l'aide humanitaire fournie par des organisations charitables respectant les conditions visées à l'article 2 sous a) et article 3 du règlement (CEE) n° 1432/92 du Conseil.

NB : Les codes produits, ainsi que les renvois en bas de page, sont définis au règlement (CEE) n° 3846/87 de la Commission, modifié.